ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL83

présenté par

M. Peytavie, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Voynet, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Roumégas, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier et M. Thierry

ARTICLE 13

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

L'article 13 est ainsi rédigé :

I. – Après le chapitre VIII du titre IV du livre II du code de l'action sociale et des familles, il est créé un chapitre IX ainsi rédigé :

Chapitre IX : Participation à la vie politique

Article L.248-2

I. – Les personnes en situation de handicap résidant de façon stable et régulière en France métropolitaine, dans les collectivités mentionnées à l'article L. 751-1 du code de la sécurité sociale ou à Saint-Pierre-et-Miquelon, bénéficient d'une prise en charge intégrale et sans avance de frais par l'Etat des dépenses de déplacement, d'accompagnement et d'aides individuelles, matérielles, humaines et techniques engagées pour les réunions et événements propres à une campagne électorale et à l'exercice des mandats électifs mentionnés aux articles LO 119, LO278, L.2121-1, L.224-1, L.336, LO 482, LO 509 et LO 537 du code électoral.

II. – Un fonds pour le soutien à la participation politique des personnes handicapées est créé pour le financement des frais mentionnés au I. Sa gestion est assurée par la Caisse des dépôts et consignations. Ce fonds est alimenté par une cotisation obligatoire précomptée sur les indemnités de fonction versées aux membres des conseils municipaux, aux membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, aux membres des conseils départementaux, aux membres des conseils régionaux, aux conseillers à l'assemblée de Guyane, aux conseillers à l'assemblée de Martinique et aux conseillers exécutifs de Martinique, aux députés et aux sénateurs.

III. – Après l'article L. 2123-18-1-1, il est inséré un article L. 2123-18-1-2 ainsi rédigé :

« Art. L. 2123-18-1-2. – Les membres du conseil municipal en situation de handicap bénéficient de la part de la commune d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article L. 352-6 du code général de la fonction publique pour les agents publics. » ;

IV. – (nouveau) Après l'article L. 3123-19-1, il est inséré un article L. 3123-19-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 3123-19-1-1. – Les membres du conseil départemental en situation de handicap bénéficient de la part du département d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues à l'article L. 352-6 du code général de la fonction publique pour les agents publics. » ;

V. – (nouveau) Après l'article L. 4135-19-1, il est inséré un article L. 4135-19-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 4135-19-1-1. – Les membres du conseil régional en situation de handicap bénéficient de la part de la région d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues à l'article L. 352-6 du code général de la fonction publique pour les agents publics. » ;

VI. – Le présent article entre en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 1er juin 2025.

VII. – Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe écologiste et social appelle à une réelle concrétisation du droit des personnes handicapées à la participation à la vie politique par le biais d'une prise en charge intégrale par l'Etat des dépenses liées à la compensation du handicap engagées aussi bien lors d'une campagne électorale que dans le cadre de l'exercice d'un mandat électif. Il propose un mécanisme de financement basé sur la création d'un fonds pour le soutien à la participation politique des personnes handicapées, alimenté par une cotisation obligatoire précomptée sur les indemnités de fonction versées aux membres des conseils des collectivités territoriales, sur le modèle du fonds pour la formation des élus.

Intégrer la prise en charge des frais de préparation de réunion, tel que le propose l'article 13 de la présente proposition de loi, représente, certes, une avancée. Toutefois, cette mesure demeure insuffisante pour insuffler un changement substantiel permettant aux personnes concernées de s'engager sans entrave dans la vie politique de notre pays, dans un contexte de sous-représentation criante : alors que 16 % de la population est en situation de handicap, seuls 0,1 % des élus le sont, selon l'organisation Handéo.

Cet amendement propose ainsi de consacrer le droit aux moyens humains et techniques pour lever les freins encore en vigueur à l'encontre des personnes handicapées souhaitant s'engager politiquement. Il s'inscrit dans la lignée de l'article 29 de la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies, que la France a ratifié, qui engage les Etats

Parties à « faire en sorte que les personnes handicapées puissent effectivement et pleinement participer à la vie politique »

Tout d'abord il appelle à harmoniser à l'échelle nationale le financement des dépenses liées à la compensation des élu-es handicapé-es pour mettre fin au conditionnement de la prise en charge par des décisions locales parfois arbitraires et nécessairement source d'anxiété pour les personnes concernées. Un fonds, dont la gestion est confiée à la Caisse des dépôts et consignations, est à cette fin créé. Sur le modèle du fonds pour le financement du droit individuel à la formation des élus locaux mentionné à l'article L.1621-3 du code général des collectivités territoriales, ce fonds est alimenté par une cotisation obligatoire sur les indemnités de fonctions versées aux élus.

La prise en charge des aides individuelles, matérielles, humaines et techniques nécessaires aux élu-es handicapé-es pour exercer correctement leur mandat est, en effet, actuellement mise en délibération par les conseils locaux. Ces dernières dépendent, de fait, du bon vouloir de leurs homologues.

Handéo, dans son rapport de 2021 sur le mandat électoral des personnes handicapées, fait ainsi état du refus opposé à une élue d'opposition par la mairie pour bénéficier de l'aide humaine dont elle avait pourtant besoin pour préparer ses réunions. D'autres élu-es sont réticents à solliciter le conseil municipal par peur du jugement ou d'un refus, quitte à cacher leur handicap, limiter le recours aux aides dont ils et elles ont besoin ou se financer sur leurs deniers propres, une situation inacceptable et génératrice d'autocensure pour les personnes concernées.

Cet amendement instaure ainsi une prise en charge intégrale des frais de compensation liés aussi bien à l'exercice du mandat qu'à une campagne électorale. Mener une campagne électorale peut relever d'un véritable parcours du combattant lorsqu'on est en situation de handicap. Les besoins sont multiples et se décuplent en cas de campagne, caractérisée par l'instabilité, des rythmes intenses et de nombreux déplacements sur des lieux à l'accessibilité limitée. Si la prestation de compensation du handicap peut prendre en compte les frais liés spécifiquement à « une activité professionnelle ou d'une fonction élective », le plafonnement à 156 heures annuelles de cette aide contraint de fait les personnes concernées à devoir choisir entre vie personnelle et vie politique, au détriment en toute logique de la seconde. Livrées à elles-mêmes, ne souhaitant pas faire reposer les frais liés à la compensation sur les dépenses de campagne -plafonnées- des partis, les personnes candidates doivent recourir au bénévolat ou déboursier sur leurs deniers propres pour faire campagne.

D'autre part, il consacre le financement de l'intégralité des activités, réunions et événements auxquels prennent part les candidat.es / élu.es, ne se restreignant pas aux réunions de conseils et de commissions. Dans sa version actuelle, l'article L.2123-18-1 n'inclut, en effet, pas les événements divers auxquels les élu-es sont amené-es à se rendre fréquemment, tels que des comités d'attribution d'aides, des jurys de concours maîtrise d'oeuvre, des commémorations ou des cérémonies officielles (comme le notait à juste titre le groupe LIOT lors du débat sur le statut de l'élu local organisé par Monsieur Delautrette en janvier dernier). Il est ainsi essentiel d'élargir la prise en charge afin que les personnes concernées ne soient pas lésées dans l'exercice de leurs fonctions.

Il est enfin nécessaire que la prise en charge des dépenses -qui, nous le rappelons, ne relève pas du confort mais du besoin de santé- se fasse sans avance de frais et sans plafond de dépenses. Les frais peuvent, par exemple, concerner le recours à la vélotypie, l'interprétation en langue des signes française, les services d'une auxiliaire de vie ou d'une personne de soutien plusieurs heures par jour, ou le recours aux transports adaptés pour les personnes à mobilité réduite. Ces dépenses peuvent s'élever, dans quelques cas, à plusieurs milliers d'euros, alors que le plafond envisagé dans le présent article ne s'élèverait qu'à, environ, 1600€ net, un plafond qui est non seulement bien en deçà de la réalité des besoins des personnes handicapées, mais est profondément injuste en ce qu'il vient considérablement limiter les perspectives d'engagement des personnes concernées, qui ne peuvent avoir à choisir entre soins essentiels du quotidien et engagement politique. Il relève avant tout d'une appréhension infondée quant à une hausse excessive des coûts, bien que la prise en charge soit déjà soumise à la présentation d'un justificatif attestant des besoins de la personne.

Cet amendement vise ainsi à lever les barrières matérielles, financières et administratives à la participation politique des personnes handicapées, que ce soit dans le cadre d'une campagne électorale ou de l'exercice d'un mandat électif par le biais d'une prise en charge intégrale, harmonisée à l'échelle nationale, sans avance de frais ni plafond, condition d'une démocratie réellement représentative de sa population et inclusive.

Au-delà de l'accès à un mandat électif, le groupe écologiste et social rappelle que la participation à la vie en société ne saurait se limiter à la vie politique. Les personnes handicapées, dont une partie significative est engagée dans le milieu associatif, rencontrent des difficultés supplémentaires et un déficit de moyens financiers et techniques pour pouvoir se dédier pleinement à des responsabilités associatives. Garantir la prise en charge des dépenses liées à la compensation dans le cadre des activités associatives est ainsi également une condition sine qua none d'une société véritablement inclusive, qui reflète la pluralité de ses membres et ne laisse personne de côté.

Tel est l'objet du présent amendement, travaillé avec l'Observatoire du validisme en politique et l'association Handeo.